

# Le refoulement de la mémoire

Pourquoi les Québécois ne pouvaient célébrer leur naissance à l'occasion du 400<sup>e</sup> de leur capitale

Pierre-Paul Sénéchal

## Un Québec passivement dépouillé de son identité et de ses couleurs



À partir de l'établissement de Québec officiellement créé le 3 juillet 1608 — le plus ancien en Amérique du Nord à avoir conservé sa permanence jusqu'à nos jours — un peuple de langue française est né sur le continent. Ce poste administratif, qui deviendra une capitale nationale est, au surplus, le lieu de départ d'une extraordinaire épopée saluée encore de nos jours par un très grand nombre d'observateurs de l'aventure humaine. L'Amérique française laisse des traces encore visibles aujourd'hui sur les deux tiers du territoire de cet immense continent. Il y a là tout un gisement de faits d'armes propres à rappeler avec fierté aux Québécois d'aujourd'hui qu'ils sont « nés géants ».

Les célébrations de 2008 représentaient l'occasion du siècle pour faire connaître au monde la grandeur de cette singulière épopée; elles auront été tout sauf cela. D'abord, les objets de mémoire et de fierté ont volontairement été réduits à la taille des « vieilles rues de Québec », de son « vieux château » et de la Citadelle de la Gouverneure générale du Canada. Les spectacles, la kermesse, le festival auront occupé l'avant-plan, sans réelle toile de fond historique ou rappel de mémoire. Élément plus triste encore, les célébrations ont abondamment mis en lumière le déclin de l'attachement des Québécois à leur identité nationale. Ironiquement, au moment même où l'on menait une offensive déclaratoire en faveur d'une reconnaissance du Québec comme nation, les organisateurs du 400<sup>e</sup> s'affairaient à remiser tous les attributs, icônes et couleurs emblématiques rattachés à ce statut. De l'ouverture officielle des célébrations, en décembre 2007, jusqu'à la clôture de décembre 2008, des rubans entrelacés, de couleur orange et rose, venus de nulle part (mais qui ne sont pas sans similitude avec des napperons de fête vendus chez Wall Mart ou chez Dollarama) auront été utilisés comme substituts aux emblèmes identitaires du Québec et même à ceux

de la Ville de Québec. En mai 2008, la Société du 400<sup>e</sup> refuse d'exposer l'œuvre de Michel Roberge, *Bouquet de 400 fleurs de lys* (page couverture) probablement animée par la même obligation d'autocensure.

L'analyse de Gaston Deschênes (dans ce même numéro) illustre à sa façon l'ampleur de l'opération de désincarnation des activités du 400<sup>e</sup> : on a réduit l'événement à une fête locale, tout au plus régionale, on a fait en sorte que le Québec nation soit tenu à distance, non seulement de la France mais aussi des États américains concernés en grand nombre par l'aventure française en Amérique. Il fallait à tout prix éviter qu'une commémoration de nature historique se transforme en valeur ajoutée à la réalité nationale du Québec. En fait, quiconque venait «fêter» à Québec en cette année 2008 pouvait le plus sérieusement du monde se demander « Qu'est-ce qu'on fête ici? » tellement le tout avait été savamment aseptisé.



Phénomène encore plus désolant, alors que leur identité nationale est en situation de repli depuis quelques années, les Québécois de 2008 semblent ne s'être aperçu de rien tout au cours de cette année de festivités, ni de la mise au rancart du fleurdelisé, premier emblème national du Québec, ni du bannissement de la trame historique, ni de la place de l'anglais dans les « shows » du 400<sup>e</sup> et lors du Sommet de la francophonie. Non seulement n'ont-ils pas eu le réflexe de l'interrogation, ils ont plutôt mal réagi à toute critique ou dénonciation de cet état de choses. Comment, par ailleurs, cette critique pouvait-elle efficacement être véhiculée dans le public? Les médias du Groupe Gesca et la Société Radio-Canada étaient durant toute l'année 2008 « Grands partenaires officiels » du 400<sup>e</sup>. Une telle opération de dépouillement de personnalité et de couleurs nationales aurait-elle été possible ou pensable au cours des belles années du « goût du Québec » qui ont façonné l'imaginaire québécois des années 1970 ?

Simple accident de parcours ou résultat direct d'une minutieuse opération politique menée de longue date pour banaliser les prétentions nationales du Québec et anéantir les vellétés de liberté des dernières décennies ? Le scénario était écrit bien avant 2008. Le regretté Michel Vastel affirmait en août 2007 : « C'est l'établissement des Français d'Amérique que nous célébrons l'an prochain... *Si on n'y prend garde, vous allez voir les bureaucrates fédéraux demander aux organisateurs de Québec 2008 d'accueillir les visiteurs étrangers, y compris les chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française, dans les deux langues, l'anglais d'abord évidemment. Welcome Quebec/Bienvenue au Québec* ». Le post mortem du 400<sup>e</sup> de Denis Vaugois est tout aussi franc : « *Le mot d'ordre au départ, c'était d'occulter le passé, l'histoire, et de ne rien retenir à contenu historique, d'éviter cela comme la*

*peste. Telles étaient les orientations qui avaient été retenues et planifiées au début.* » (*Le Devoir*, édition du 27 – 28 septembre 2008). Le 20 novembre 2008, échange de cadeaux, la Société du 400e rend un vibrant hommage à Michaëlle Jean gouverneure générale du Canada et à son prince consort Jean-Daniel Lafond en leur remettant le médaillon de Champlain pour leur « contribution aux célébrations du 400<sup>e</sup> ».

Mais au-delà de ce constat de récupération fédérale et d'auto-dépouillement de personnalité, ne convient-il pas de scruter attentivement les raisons qui peuvent expliquer comment les choses ont pu être aussi facilement possibles, dans la passivité et dans la plus douce indifférence ? Par quel processus, le lien d'estime ou d'amour qu'une majorité de Québécois avait réussi à tisser avec eux-mêmes avec la révolution tranquille, a-t-il pu s'avérer aussi évanescent ? Une réflexion s'impose, car le maintien de la trajectoire actuelle annoncerait certes des lendemains douloureux pour le Québec, non seulement au chapitre de son avenir politique, mais inévitablement aussi à celui de son développement social et politique.

## **Un « lieu de mémoire » exceptionnel transformé en « show-business »**

***« Aucune société ne peut se dispenser de se forger une mémoire collective sous peine de disparaître ou de perdre son unité ou sa personnalité. »***

(Maurice Halbwachs).

La mémoire des peuples est un chantier de recherche bien particulier et dont les figures de proue les plus connues sont : Maurice Halbwachs (1877-1945), sociologue et historien qui s'est intéressé très tôt aux structures de la mémoire des collectivités, et son disciple Pierre Nora, historien connu en France pour avoir dirigé *Les lieux de mémoire*, (ouvrage de grande envergure faisant l'inventaire des lieux et des objets dans lesquels s'est incarnée la mémoire nationale des Français). Pour ce dernier, les « lieux de mémoire » ne sont pas exclusivement des lieux physiques, ils sont aussi des « lieux mentaux », spatiaux ou temporels. Des événements qui ont marqué de façon indélébile l'identité et la culture politique d'une nation (*La Marseillaise*, le *Boston Tea Party*, le Bicentenaire de la Révolution et même la langue française au Québec, comme il le soulignait en juin 1999 lors de son passage à l'Université Laval pour l'obtention d'un doctorat honorifique).

Nul doute alors que le 400<sup>e</sup> de la fondation de Québec, avec la signification historique et identitaire qui y est rattachée, représente un « lieu de mémoire » de la plus grande importance pour le peuple québécois. Si le gouvernement du Québec et la Société qu'il a créée pour en assurer la gestion l'ont délibérément transformé en opération « show-business », comme se plaît à dire son directeur général, si la priorité a été de faire « éclater » le monde au son d'un méga Festival

d'été, c'est sûrement pour des motifs importants. Pour expliquer cette décision, il faut saisir à quel point les célébrations de 2008 représentaient pour l'État fédéral, maître incontesté des opérations par la hauteur des dollars investis, un enjeu politique majeur, soit celui du choix de l'identité qui serait la référence principale de ces fêtes.

Au stade des premières esquisses de la programmation (2001-2002), certains avaient pourtant manifesté l'espoir qu'une part importante des budgets puisse être dédiée à des monuments durables. La ville de Québec avait d'ailleurs dans ses cartons pas moins de trente deux projets forts intéressants de lieux de mémoire à mettre en valeur, dont principalement la reconstruction du célèbre Palais de l'Intendant. Cette reconstruction à l'identique devait rappeler qu'au début du 18<sup>e</sup> siècle, il s'est construit ici des ouvrages plus remarquables que les misérables cabanes de Cornélius Krieghoff des années 1830, habitées par des petites gens aux allures de vaincus. Mais ce mandat de legs durables, c'est plutôt le fédéral qui va se l'octroyer, avec la construction de deux centres d'interprétation entièrement dédiés à la mémoire canadienne : le premier, *Passagers/Passengers*, sur l'immigration anglaise, irlandaise et écossaise à Québec, le second sur la *conquête des Plaines d'Abraham* à l'anse Brown.

Le débat qui a eu cours en 2008 autour de l'enjeu identitaire du 400<sup>e</sup> de Québec n'est pas existentiel. Il est au cœur du chassé-croisé auquel participent le Canada et le Québec depuis l'éclosion du mouvement souverainiste. La mémoire est en effet un des éléments essentiels à la construction et au maintien d'une identité nationale. La mémoire est le premier ciment du sentiment d'appartenance des individus à une nation. Sur ce plan, le Québec et le Canada sont dans des situations différentes : l'identité nationale canadienne est avant tout le fruit d'un processus de construction planifiée et organisée (depuis quatre décennies) ; l'identité nationale du Québec est, quant à elle, davantage un produit historique, c'est-à-dire une réalité construite sur un héritage aux racines plus lointaines, sur la possession d'un legs de souvenirs généreusement partagés avec les communautés qui ont bien voulu s'y associer depuis 1608.

Une identité acquise n'est jamais vide de signification, elle n'est jamais sans conséquences politiques. Toutes les identités s'élaborent au cours du passage vers une vie adulte. En conférant un statut à une communauté, l'identité invite inévitablement cette dernière à des responsabilités plus grandes, à des rapports différents avec les autres, elle chapeaute un ensemble d'actions qui vont faire son histoire. Ce n'est pas pour rien que le passage de l'identité canadienne-française à l'identité québécoise, opéré au début des années 1960, ébranle l'État canadien. Non seulement l'ancrage historique en représente-t-il toujours le tronc central, mais il s'ajoute une autre dimension, celle d'un territoire national à contrôler et à développer.

## **Le rôle de la commémoration dans la construction d'une identité nationale**

«Comme acte collectif, la commémoration relie entre eux les individus : elle fournit l'occasion de réaffirmer leur communauté d'intérêts, leur vouloir vivre collectif. À travers l'évocation, elle explicite l'identité et la destinée du groupe. Elle constitue donc une pédagogie destinée aux générations actuelles et futures» (Rapport de la Commission des biens culturels du Québec. *Pour une politique de commémoration au Québec, bilan et pistes de discussion, 1998*). Pour Halbwachs, la mémoire du passé est centrale dans la construction identitaire du présent et elle s'actualise dans ses dimensions spatiales et temporelles. Bien sûr, la mémoire collective n'est pas statique ; elle réalise sans cesse un compromis entre le présent et le passé. Elle réactualise continuellement des croyances traditionnelles et leur donne un fini d'idées actuelles. Et quand on parle d'histoire ici, on parle de toile de fond avec des principaux éléments qui expliquent ou conditionnent le présent. Pour que cette dernière soit vraiment significative dans le cœur des citoyens, il faut qu'une majorité d'entre eux aient assimilé les grands traits du passé qui conditionnent leur présent. Cela va beaucoup plus loin que de colorer, comme on l'a fait en 2008, un certain nombre d'activités à l'aide d'une mascotte personnifiant Samuel de Champlain.

Autre aspect non dénué d'intérêt, les études sur la mémoire collective et la commémoration ont amené les chercheurs à mettre cette dernière en relation avec le pouvoir. Ceux qui « gèrent » et qui veulent imprimer la mémoire dans le temps et dans l'espace sont essentiellement ceux qui sont en situation de pouvoir et de force dominante par rapport aux autres. Ils le font précisément pour marquer ce pouvoir, entre autres, en nommant les lieux symboliques pour la nation ou bien en s'appropriant la symbolique d'événements politiques de grande importance (lancement des célébrations sans la participation du Québec, le 8 mai, à La Rochelle par Steven Harper et Michaëlle Jean.

**Avec leurs thèses de fous, ils nous ont dit : « Taisez-vous !**

**Vous ne valez pas 10 sous**

**Vous n'êtes pas vous, vous êtes nous**

**Vous êtes dissous ».**

*(Les Géants, Loco Locass)*

Il faut dire que l'incapacité chronique des gouvernements du Québec de se donner une vision et une action minimales dans ce domaine de la commémoration rend la chose facile au fédéral. Nous sommes en 2008 et l'encre du Rapport de la Commission des biens culturels du Québec est sèche depuis longtemps. L'État du Québec n'érige toujours pas de monuments à ses personnages historiques nationaux ; il laisse plutôt ce mandat à des associations privées et aux municipalités. Pendant que ces dernières installent des « monuments-fleurs » dans les petits parcs de quartiers, l'État canadien s'approprie d'importants lieux symboliques de pouvoirs en sol québécois, il les restaure afin qu'ils alimentent la mémoire canadienne en perpétuelle

construction : (la totalité des ouvrages militaires et de fortification, Manoir Louis-Joseph Papineau). Partout, dans le monde, la commémoration relève du mandat public et les gouvernements nationaux sont interpellés. Ce n'est pas l'Union européenne, mais le Gouvernement français (pour qui Nation et République sont indissociables) qui a tracé les grandes orientations du programme de commémoration du Bicentenaire de la Révolution.

Dès le début des années 2000, le gouvernement Chrétien avait avec précision évalué l'importance de l'enjeu des célébrations de 2008. Il n'était pas question de lésiner sur les moyens financiers et diplomatiques. Financiers : il se proposa d'injecter plus des deux tiers des fonds destinés à des manifestations publiques. Diplomatiques : il va mettre sa machine à l'œuvre pour cuisiner tous les centres de pouvoir au sein de l'appareil gouvernemental français afin d'être le seul interlocuteur. D'emblée il s'investit d'un rôle prépondérant pour l'ensemble des décisions à venir. Le gouvernement du Québec était manifestement ailleurs.



Stephen Harper recevant fièrement, le 12 juin 2008, le médaillon commémoratif du 400e de la main de Jean Leclerc président de la Société du 400<sup>e</sup>, industriel, ex-député libéral et important organisateur du PLQ de la grande région de Québec.

## **La stratégie : semer chez les Québécois les germes d'un désamour pour eux-mêmes et pour leur nation**

En agissant sur leur fierté et leur identité, la nouvelle estime de soi que les Québécois ont développée au début des années 1960 s'est inévitablement transformée en un outil d'autonomie et de liberté. Les sondages menés de façon ininterrompue depuis les années 1970 sur cette question cruciale de l'attachement identitaire nous ont considérablement instruits à propos de la relation qui existe entre le niveau de conscience et d'estime de soi et le désir d'assumer sa destinée comme communauté nationale. Plus on se dit « *Québécois* » ou « *Québécois d'abord* » par rapport à « *Canadiens* », plus forte est la propension par la suite à accorder son vote à l'option de la souveraineté ou au parti qui pourra le plus incarner cette dernière.

Cette réalité statistique est fondamentale. Elle suggère évidemment à chacun des camps, les moyens qu'il faut mettre en œuvre pour faire avancer son option. Pour contrer l'attachement des Québécois à leur nation, les fédéralistes militants n'auront pas d'autre choix que de travailler dans la voie du désamour, c'est-à-dire dans le sens contraire de la fierté et de l'estime de soi.

Le désamour est un processus conduisant inévitablement à une baisse de l'attachement affectif. La plupart des études en psychologie sociale consacrées à ce phénomène (qu'il s'adresse à la personne ou à une collectivité) font ressortir les impacts non désirables qu'il peut avoir sur la personne ou la communauté qui en est atteinte. Le désamour de soi agit sur le sentiment de fierté et d'estime de soi, sur la capacité de développer une valeur personnelle ou collective et sur l'anticipation de la réussite. Une collectivité atteinte de ce sentiment est encline à développer plus facilement une attitude attentiste face aux défis, une tendance à céder plus facilement aux pressions de toutes sortes, à être plus distante quant aux projets d'avenir.

Certains diront que le syndrome du désamour national n'est pas exclusif au Québec. Il est vrai qu'une anglophilie complaisante représente un phénomène réel en France (des grands patrons français qui se plaisent à converser en anglais, des artistes locaux qui chantent en anglais dans les festivals (20 % au Festival de La Rochelle en 2008). Dans une réflexion récente sur le sujet, Raphaël Dargent affirmait que « la question de la France est celle des Français, de la conscience ou plutôt de l'inconscience qu'ils ont d'eux-mêmes, inconscience de leurs racines, de leur histoire, de leur particularité. C'est bien ce sentiment évanoui d'être eux-mêmes, ce sentiment évanescent (même si des signes démontrent que ce n'est vraisemblablement pas pour toujours) qui expliquent le désamour français pour la France, cette étrange haine de soi qui semble désormais nous caractériser » (Entretien avec Christian Combaz, *Cercle Jeune France*, 25 septembre 2008). Mais la France n'est pas dans le même état de fragilité que le Québec. Par son histoire, son prestige, pour reprendre les mots de Vidal de la Blache, fondateur de l'École française de géographie, « la

République est en mesure d'opposer aux diversités qui l'assiègent et la pénètrent, sa force d'assimilation ». Cette force d'assimilation de la France de jadis est encore présente dans celle d'aujourd'hui, ce qui n'est absolument pas le cas pour le « Québec des accommodements raisonnables ».

## **Théâtre et scénarios du réalignement identitaire Québécois**

La décennie 1995-2005 est encore toute proche. Elle pourrait bien toutefois s'avérer une période charnière de l'histoire du Québec des cinquante dernières années en raison des changements profonds qui ont marqué les valeurs dominantes des Québécois sur les plans culturel, social et économique. Le fait que la période n'ait pas été marquée par des événements spectaculaires ne change rien à l'affaire, il peut s'agir d'une simple apparence, d'un dangereux trompe-l'œil. La commémoration du 400<sup>e</sup> de Québec constitue un premier reflet intéressant, avec quelques autres, des nouvelles valeurs qui risquent de conditionner à terme notre devenir politique; elles sont potentiellement profondes et elles ont déferlé avec une grande rapidité. Les changements qui en résultent, tout comme ceux qui ont conduit à la révolution tranquille, ne seront pas apparus par génération spontanée.

### **Le rôle du « clan Canada »**

Pour arriver à comprendre un peu ce qui se passe au Québec depuis 1995, il conviendrait que les analystes retournent aux sources. Les études réalisées sur le processus de décolonisation fournissent en effet quelques repères intéressants qui nous permettent de mieux comprendre le poids des influences externes sur l'ajustement des valeurs dominantes et la formation des comportements socio-politiques qui s'en suivent. Ces études ont en effet décrit de manière assez juste comment se façonnent les attitudes d'une communauté face à l'autorité d'un groupe plus puissant, comment une perte de fierté, un sentiment de mésestime de soi ou d'abandon d'identité peuvent graduellement être forgés à partir de comportements culturels appris, construits et suggérés de l'extérieur via des réseaux d'influences souvent médiatisées à l'interne.

Certaines actions et opérations dirigées contre le Québec à partir de 1995 par le « Clan Canada », dont le tristement célèbre « Quebec bashing » (lire Patrick Bourgeois pour l'anthologie) se situent carrément dans ces façons de faire : conditionner à répétition l'opinion, agir à répétition sur les comportements collectifs dans le but de fragiliser des idéaux. La première cible de la stratégie de persuasion est l'idée même de nation québécoise. On nous dit que le concept serait maintenant désuet, qu'il aurait tout simplement perdu sa justification en ce 21<sup>e</sup> siècle avec la mondialisation et l'immigration. Selon l'approche suggérée, il faut inventer pour les Québécois une formule résolument plus « moderne » car le modèle dit « national » entraînerait l'exclusion de tous ceux qui n'ont pas de racines profondes avec le passé québécois. Le nationalisme québécois doit être vu comme un poison conduisant inévitablement à un ethnocentrisme du

XIX<sup>e</sup> siècle (doctrine Trudeau). Sans qu'il y ait aveu explicite, cette action de « Quebec bashing » est en appui direct aux actions qui seront parallèlement menées par le gouvernement du Canada pour faire germer un réaligement identitaire au Québec.

### **La raison d'État et sa machine**

Les façons de faire du fédéral pour récupérer à son profit les célébrations du 400<sup>e</sup> de Québec sont l'illustration parfaite de sa capacité d'intervention stratégique en matière identitaire. Contrairement à l'approche développée par le Québec, laquelle est essentiellement dictée par la conjoncture du moment et fonction de l'humeur politique (quand il leur reste du temps pour y penser), le fédéral a depuis plusieurs années développé une approche système. Le gouvernement du Canada n'a pas besoin d'un « ministre de l'unité nationale » pour agir; la promotion de l'identité canadienne et l'option de rechange qu'elle veut présenter aux Québécois sont un produit régulier de la machine d'État. Cette dernière est en activité continue, quelle que soit la couleur du gouvernement en place. Cette orientation stratégique est induite dans des plans stratégiques triennaux que l'ensemble des ministères et agences gouvernementales sont tenus de produire. Le quartier général est situé au Bureau du Conseil privé, ministère du Premier ministre, lequel agit en action horizontale non seulement sur Patrimoine Canada ou Information Canada mais sur l'ensemble des ministères et des agences de l'appareil d'État.

Cette centralisation des opérations n'est pas récente, elle date du régime Trudeau. Ce monsieur avait assez facilement anticipé la destinée à laquelle la révolution tranquille allait inévitablement convier les Québécois. Dès son arrivée au pouvoir, sa priorité fût de modifier la structure de fonctionnement de la machine politique : il forma alors un Comité du Cabinet sur la culture et l'information (1969) dirigé par le secrétaire d'État, afin de seconder le travail des ministres sectoriels sur toute matière touchant la culture, les communications, les politiques d'information gouvernementale, les langues officielles, la citoyenneté, les mouvements politiques. Par cette réorganisation, on transféra dès cette époque les principaux centres de décisions vers un cercle restreint et moins « transparent », l'Exécutif du gouvernement.

C'est tout un arsenal de moyens qui sera alors mis en place pour réaliser au Québec les plans d'action fédéraux en matière identitaire. Ils sont généralement familiers à la plupart des observateurs de la politique canadienne. C'est le scandale des commandites qui en a principalement fait connaître les rouages.

Parmi les moyens plus méconnus de l'arsenal fédéral en matière de stratégie identitaire, il y a les « attentes signifiées de gestion ». De prime abord sans signification apparente, cet outil n'en est pas moins le plus efficace. Tous les hauts gradés, tous les hauts fonctionnaires, des ministères comme des corporations et agences fédérales, ont l'obligation institutionnelle d'affirmer le Canada dans leurs actions quotidiennes; ils sont en mission permanente pour tout ce qui se rapporte à la promotion de l'identité dans leur rayon d'action. Le mot d'ordre : rien ne doit être laissé au hasard .Toute occasion de faire triompher le Canada doit être exploitée (programmes d'identification visuelle des services fédéraux, drapeaux canadiens devant des endroits aussi insolites que des hangars de Parcs Canada, panneaux lumineux aux entrées des ponts fédéraux de Montréal, sites WEB à contenus identitaires). La fonction publique fédérale est de plus la seule administration gouvernementale connue à intégrer un corps d'emploi spécialisé en «développement de l'identité ».

Le « clan Canada » ou « *Corporate Canada* » (pour reprendre l'expression de Robert Philpot) embrasse beaucoup plus large que l'action du gouvernement fédéral. Il inclut une partie importante de la filière des corporations publiques et privées (Sociétés fédérales, entreprises de la finance, manufacturiers et industriels, machine médiatique et financière) avec lesquelles le Conseil de l'unité canadienne avait établi un partenariat politique. Les réseaux d'influences agglutinés à cette filière corporative vont rapidement finir par exercer un poids démesuré sur les idées au Québec tout simplement parce qu'en plus de pouvoir bénéficier d'une puissance financière, ils ont développé une capacité d'agir en concertation plus ou moins tacite avec d'autres importants relais dans les centres du savoir : Institut économique de Montréal, Fondation Historica, chaires du Canada dans les universités.

Par quelles opérations concertées cette filière canadienne pouvait-elle favoriser l'émergence d'un nouveau «construit culturel et social » chez les Québécois, au lendemain du référendum de 1995 ? Nous en avons identifié quelques-unes. La liste n'est évidemment pas exhaustive.

## 1/Réviser le programme d'enseignement de l'histoire au Québec

Au lendemain du référendum de 1995, détricoter le terrain gagné par le Québec au chapitre de l'attachement identitaire apparaît vite comme la priorité numéro un. Encore assommé par les résultats du 30 octobre au soir et déterminé qu'il est à tout mettre en œuvre pour que les choses ne se répètent plus jamais, Jean Chrétien affirme de sa chaise de premier ministre que l'histoire nationale n'a plus sa raison d'être dans nos sociétés modernes (simultanément son gouvernement va hausser le financement des fondations dédiées à l'histoire canadienne). On assiste alors à la première véritable offensive de l'État canadien contre l'enseignement de l'histoire en territoire québécois.

Les nouveaux jeunes Québécois devront dorénavant se définir comme des « êtres universels ». La mémoire devra être extirpée de la formation. On parlera désormais de nos villages et de leur signification dans le développement social de la collectivité de proximité. Les événements historiques ne seront utilisés que pour ce qu'ils sont : des repères pour aider les jeunes à réfléchir sur leur présent et leur citoyenneté multiculturelle. On dépouillera de leur signification historique, les grandes étapes que sont la guerre de la conquête, le mouvement d'émancipation du XIX<sup>e</sup> siècle, la révolution tranquille ainsi que la dynamique Québec/Canada. Inutile de dire que sur le plan didactique, cette approche est absurde en elle-même. Comment peut-on réellement penser qu'un jeune puisse atteindre un tel objectif sans développer l'ombre d'une passion pour son passé ? Parallèlement, on s'assurera que Patrimoine Canada soit résolument actif dans cette opération révisionniste. Des millions de dollars seront rapidement injectés en soutien aux fondations canadiennes d'histoire. Ces dernières devront agir au sein du lobby à créer pour lancer l'idée d'une réforme de l'enseignement de l'histoire au Québec et la faire cheminer. Patrimoine Canada veillera au grain: financement de colloques de professeurs d'histoire, financement de cahiers appuyant la réforme; un partenariat financier sera établi avec *l'Association d'études canadiennes* qui a pour noble mission de « promouvoir les études canadiennes auprès des jeunes » afin de leur faire « mieux connaître et comprendre le Canada ». Les chaires du Canada, particulièrement celle baptisée *Pierre- ElliottTrudeau* et les réseaux de chercheurs réunis autour de Jocelyn Létourneau seront également mis à contribution.

En même temps, des ONG de l'identité canadienne et du réalignement idéologique œuvreront au sein de ce lobby pro-réforme et en faveur de l'idée d'un programme national uniforme d'histoire. Patrimoine Canada financera très généreusement la Fondation Historica et le Dominion Institute afin de les soutenir dans la production et la distribution gratuite dans les écoles du Québec, de matériel «pédagogique» destiné essentiellement à célébrer la fierté canadienne et à renforcer l'attachement au Canada. La Fondation va également être en mesure de fournir des plans de cours, classés par année scolaire, des mises en situation et des activités que le professeur peut diriger dans sa classe d'histoire. On financera enfin un attrayant programme de voyages et de camps d'été pour les enseignants québécois « méritants » (des crédits importants sont octroyés en 2008 pour des voyages en Europe).

Devant l'offensive d'une telle machine, l'attitude du gouvernement du Québec apparaît à sa face même, non seulement paradoxale, mais proprement indéfendable. Alors qu'il prend formellement l'option d'évacuer la mémoire nationale des cours d'histoire du Québec, le ministère de l'Éducation laisse tout le champ libre à des ONG financés par Patrimoine Canada d'entrer à leur guise dans toutes les écoles du Québec pour y distribuer du matériel de promotion de la mémoire et de la fierté canadiennes.

Résultats. En mars 2008, une étude réalisée auprès des jeunes collégiens par

Gilles Laporte du Cégep du Vieux-Montréal fait état d'une réalité déconcertante : les cours portant sur le Québec dans les cégeps sont menacés d'extinction faute d'intérêt des étudiants ; en 2006, le cours d'histoire sur le Québec ne représente alors pas plus que 13,3 % de l'ensemble des cours d'histoire. Selon l'auteur de l'étude, les programmes de sciences humaines sont souvent axés sur des contenus exotiques, dans la mouvance altermondialiste et préparent le plus souvent à un stage « tourisco-historique » à l'étranger.

Les chercheurs ne seront pas non plus épargnés par ce courant d'aseptisation. Dans les ouvrages historiques de la très imposante série « Études régionales » que réalisera l'INRS (Institut québécois de recherche sur la culture) à partir des années 1990, tout se passe comme si le vécu des dix-sept régions du Québec s'était réalisé en dehors de toute trame nationale. Par exemple, l'ouvrage de 645 pages traitant de la Côte-du-Sud, fort instructif en soi, nous informe sur le nombre de livres de beurre que chacun des secteurs régionaux a produit de 1893 à 1930, mais cherche une analyse de l'impact à long terme sur l'économie régionale résultant de la dévastation du territoire par l'armée britannique en 1759. (Pour s'informer, lire plutôt *L'année des Anglais* de Gaston Deschênes).

## 2/ Associer la québécoisité à une nouvelle forme de névrose identitaire : le « souchisme »

Les intellectuels politicologues, historiens et créateurs ont jadis exercé une influence de premier plan au sein de la collectivité québécoise. Ils ont été les grands artisans des nouveaux courants d'idées qui ont présidé à l'éclosion de la révolution tranquille. Depuis plus d'une décennie, ils se font pourtant bien discrets. La peur du conflit, historiquement inscrite au cœur même de la culture canadienne-française, est en train d'effectuer un navrant retour en force chez les Québécois, y compris chez les intellectuels?

Au lendemain du 30 octobre 1995, la contre-offensive identitaire canadienne en territoire québécois va prendre les allures d'un véritable programme pour la rééducation de ces Québécois prétendument «de souche». On s'efforcera une fois de plus de faire comprendre que le rattachement à la « tradition canadienne » constitue encore le meilleur rempart contre toute tentation de dérive démocratique (On passe toujours par-dessus l'année 1970). Dans ce contexte de fragilisation des idées, la filière de pensée issue de *Cité Libre*, anticipe enfin qu'une offensive idéologique est possible. On ne part pas de zéro : une masse critique d'intellectuels québécois qui se cantonnent principalement dans les cercles de la science politique et de l'histoire à l'Université Laval, est toujours relativement perméable à tout ce qui peut venir du côté des cercles intellectuels canadiens à propos du nationalisme québécois.

Il ne faut pas trop retourner en arrière pour constater à quel point le stéréotype d'un Canada-français potentiellement totalitaire et autoritaire, sans véritable instinct pour la démocratie, fait partie de la culture politique canadienne, anglaise

et française. Elle est omniprésente dans les années pré-révolution tranquille, rappelle l'historien Mason Wade. À chaque fois que le nationalisme québécois est en sursaut, le spectre d'un Québec à profilage ethnique dirigé par de « purs et durs » est automatiquement ramené dans les cercles d'intellectuels débranchés de la nouvelle réalité du Québec. On est prêts à faire flèche de tout bois, y compris faire appel à la thèse d'Esther Delisle (Université Laval toujours) selon qui l'histoire qui a nourri les Québécois est une histoire raciste (bien qu'il sera démontré que des textes de Lionel Groulx ont été trafiqués, il en résultera tout de même deux croisades depuis 1996 pour rebaptiser la station de métro Lionel-Groulx).

**« Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose »**

### 3/ Favoriser la contagion aux valeurs du multiculturalisme canadien

La citoyenneté canadienne fondée sur le multiculturalisme est la stratégie tout indiquée pour ébranler les fondements de la nation québécoise. Habilement mis en place il y a trois décennies, l'outil du multiculturalisme a tout particulièrement servi les intérêts du Canada anglais en favorisant la construction d'une identité nationale qui lui soit propre. Appliqué à la nation québécoise, le multiculturalisme va inévitablement encourager ou légitimer la formation en son sein de plusieurs univers ethniques plus ou moins fermés plutôt que favoriser un partage de valeurs communes. C'est précisément ce qui est recherché. Il en résulterait à coup sûr une fragmentation de l'identité en construction considérant la faible allégeance des nouveaux arrivants à l'État québécois, lui-même fragilisé par son incapacité à définir une citoyenneté réelle. Une étude récente de Patrimoine Canada fait d'ailleurs la démonstration que la préservation au Canada des identités ethniques (dont la canadienne-française) facilitera à terme l'adoption de l'identité nationale prédominante, c'est-à-dire la canadienne (Collection *Les preuves*, no 1. *L'identité ethnique renforce l'attachement au Canada*).

Cette invitation aux valeurs du multiculturalisme et à celles de son proche cousin, l'interculturalisme, est quelque peu surnoise. Elle fait en effet appel à la légendaire générosité des Québécois, à leur sens de l'accueil des peuples et des groupes. « Ce que l'on veut créer, soutient Jacques Beauchemin dans sa critique du rapport Bouchard-Taylor, c'est une société au sein de laquelle se rencontrent une multitude d'identités, un lieu de rencontre où il n'y a plus de pôle organisateur ni culture de référence. Si cette idée a pu faire aisément son chemin, c'est en raison du fait qu'une partie significative des Québécois de 2008 ne prennent toujours pas conscience qu'ils forment une nation (une vraie, pas la symbolique octroyée par le Parlement canadien, mais celle du dictionnaire : un groupe humain vivant sur un territoire défini, avec ses institutions propres, animé par une histoire commune et un vouloir vivre collectif).

Que dire enfin à propos du nouveau cours d'Éthique et de culture religieuse entré en vigueur en cette belle année 2008 ? La réponse la plus juste est celle de Mathieu Bock-Côté. « C'est *un nouveau peuple* qu'en réalité on vise à créer...Il y a longtemps, affirme-t-il, que l'école a cessé de travailler à l'éducation de la jeunesse. Désormais, elle travaille plutôt à sa rééducation pour devenir un lieu de socialisation permettant la déconstruction, dès l'enfance, de l'identité nationale. Ce qu'on souhaite, c'est la reprogrammation de la jeunesse contre la culture que la société pourrait leur transmettre. C'est ce que les concepteurs du programme appellent l'aboutissement d'un long parcours dans la conformité au pluralisme. Il faut être franc : ce qu'on demande ici à l'école, c'est de construire de toutes pièces par ses programmes un nouveau peuple, mieux disposé envers le multiculturalisme et relativement étranger à l'expérience historique de la collectivité. Derrière certaines expressions comme « éducation à la tolérance » et « sensibilisation à la différence », c'est une véritable haine de soi qu'on inculquera à une jeunesse devenue étrangère à sa propre culture ». (*Le Devoir*, 24 avril 2008. *Éthique et culture religieuse : un utopisme malfaisant*).

#### 4/Créer une attitude de réserve ou de gêne à l'égard du drapeau du Québec

Les emblèmes nationaux sont de grands révélateurs d'une identité acquise. Symbole par excellence de l'histoire collective des Québécoises et des Québécois en terre d'Amérique, le fleurdelisé a accompagné à peu près toutes les grandes luttes qu'ils ont menées pour entrer dans l'ère de la modernité : français langue commune, droits des travailleurs, accès à l'éducation, égalité des sexes. Pour les enfants de la Révolution tranquille, le fleurdelisé est étroitement associé aux combats menés en faveur du progrès social, économique et démocratique du Québec.

Symbole d'appartenance et objet de rassemblement pour plusieurs générations, ce drapeau devient, après 1995, le centre d'une guerre larvée dont le Québec ne sortira malheureusement pas victorieux. L'histoire nous apprend en effet une réalité fort simple mais implacable qu'on a souvent tendance à oublier ou à sous-estimer : sur toutes les scènes politiques de la planète (et pas seulement aux Olympiques), les drapeaux sont essentiellement une affaire de gagnants, non de perdants.

En 1998, les célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire du fleurdelisé devaient fournir aux Québécois une occasion de raffermir ce sentiment d'appartenance passablement ébranlé à la suite des résultats du référendum et d'afficher une « fierté qui grandit ». Elles ont plutôt marqué le début d'une désolante campagne de dérapage : les reportages produits par la Société Radio-Canada montrèrent à répétition la même image d'un fleurdelisé proche du lambeau et une journaliste du Point s'acharna à établir un indéfendable raccourci entre le fleurdelisé et l'extrême droite française. Des adeptes du « Quebec bashing » ont, quant à eux, profité de tribunes offertes par les médias pour associer le premier emblème des

Québécois au profilage ethnique. Mais il faut surtout retenir que l'année 1998 marque le début d'une campagne canadienne de promotion identitaire qui prendra des proportions insoupçonnées, (lors des jeux de Nagano particulièrement) et qui laissera des traces profondes avec les tristes « guerres de drapeaux » qui s'en suivent, essentiellement cristallisée autour du programme fédéral des commandites (contraignant tout récipiendaire à arborer les couleurs canadiennes). L'offensive affectera de façon plus marquée la grande région de la Capitale nationale après que les services fédéraux eurent exigé l'unifolié devant un établissement de la SÉPAQ, Société d'État du Québec. Bien qu'il ne fût jamais l'initiateur des escarmouches, le Québec en fut toujours le grand perdant dans l'opinion publique, si on se base sur les sondages réalisés à l'époque.

L'attitude d'autocensure des médias vis-à-vis le drapeau national des Québécois atteint en 2008 un niveau qu'on n'aurait pas soupçonné auparavant. Dans un Québec normal, l'image la plus saisissante des fêtes du 400<sup>e</sup>, soit un Paul McCartney faisant une entrée triomphale en agitant pendant un bon moment un immense fleurdelisé, aurait fait la première page des journaux du lendemain. Il n'en sera rien. Ni les reportages des journaux, ni la couverture télévisuelle de Radio-Canada et de TVA n'en feront la moindre mention. Auto-censure inacceptable, mais également explicable par le fait que le Groupe Gesca et la Société Radio-Canada sont « Grands partenaires officiels » de la méga commandite fédérale. Ces mêmes médias ne feront par ailleurs aucun quartier à Luc Archambault, l'artiste de Québec qui, dix jours auparavant, avait eu l'idée audacieuse d'adresser un mot de bienvenue à McCartney en l'invitant à associer les couleurs du Québec à son spectacle des Plaines. Il sera le sujet d'un odieux procès public sans qu'il n'y ait défense, ni même dépôt de preuve, à la manière des vindictes populaires d'un autre siècle.



Ce climat de gêne et de désamour à l'égard du drapeau du Québec fait paraître déjà un peu lointaine l'époque des années 70 où les Québécois pouvaient librement et sans aucune inhibition déployer leurs couleurs sur la place publique et en tirer une valorisation bien légitime. Très loin aussi cette époque annonciatrice de la révolution tranquille où le 22<sup>e</sup> Régiment pouvait arborer fièrement le fleurdelisé à son centre d'opérations en Corée (1952).



(Source : Centre de documentation du 22<sup>e</sup> régiment. Depuis sa découverte dans les archives de la Citadelle, cette photo a d'ailleurs été soigneusement remisee).

## 5/Discréditer des icônes qui ont jadis fait la fierté des Québécois

Synchronisée à ce brouhaha idéologico-politique, surgit de nulle part au cours des années 1997-2000, une autre opération de dénigrement. Une série de reportages sur les ondes de la Société Radio-Canada prend pour cibles le Mouvement Desjardins, Hydro-Québec et la Caisse de dépôt et de placement. Des reportages au ton souvent hautain et militant réalisés sur le Mouvement Desjardins plus particulièrement, laissent encore un goût amer dans le public et plus spécifiquement au sein de cette organisation. Tout a servi de prétexte pour discréditer le Mouvement : supposées magouilles reliées aux opérations de restructuration interne, allégations de conflits d'intérêts chez certains dirigeants. Quant à la Société Hydro-Québec, elle était littéralement dépeinte comme une entreprise dirigée par des non-voyants. Les Québécois se dirigeaient tout droit vers la catastrophe énergétique et économique en raison de la baisse non anticipée des niveaux dans les barrages. Cette opération de désinformation n'a pas été sans laisser des traces dans l'opinion publique. En 2008, un grand nombre de jugements, tout aussi désobligeants que non fondés, circulent encore dans le public. Ils tirent pour une bonne part leur origine de cette malheureuse période.

On s'interroge encore en 2008 à propos du haut niveau de latitude octroyée par la Société d'État à son reporter, elle qui avait joué un rôle si important de revalorisation collective dans les années de la révolution tranquille. Comment se fait-il qu'autant de temps d'antenne et autant de « corde » aient été accordés à des analyses qui se sont finalement avérées non fondées ou grossièrement exagérées. En 2008, alors que des banques sont en faillite, Desjardins est un exemple de gestion financière prudente, les profits d'Hydro-Québec atteignent un niveau record, pour le plus grand bénéficiaire des Québécois, quant au reporter de Radio-Canada, il est maintenant à l'emploi du gouvernement du Canada.

## 6/Conditionner les esprits au moyen de références identitaires de rechange

Contrairement au gouvernement du Québec qui, pour réaliser sa mission, peut s'appuyer sur des milliers de points de service locaux réunis en réseaux de santé et services sociaux, du loisir, de l'éducation, du transport, celui du Canada ne peut établir de liens directs avec le citoyen. Le Canada gère le beau, le grand, le noble : finances, politique monétaire, diplomatie internationale. Mais cette situation comporte quelques désavantages sur le plan du rattachement identitaire. Devant la nécessité de proposer une identité de rechange au lendemain de la «catastrophe de 1995», il fallait d'urgence imaginer une stratégie apte à vendre le plus intensément possible l'image du Canada dans le

public québécois. Le programme des commandites a été essentiellement imaginé sur la base de cette nécessité politique. À travers des milliers de petits projets, l'idée est d'inscrire, formellement et de façon quasi subliminale, la présence du Canada dans l'univers de la culture, du sport, du loisir et du divertissement, partout sur le territoire québécois. Les commandites devaient créer une nouvelle intimité entre les Québécois avec le Canada.

*«Le <sup>TM</sup>Canada vous invite à venir pêcher les petits poissons des chenaux »*  
(Message non fictif largement diffusé en février de chaque année).

Mais les résultats n'ont pas été tout à fait ceux qu'on avait recherchés. C'est par le téléviseur qu'on fera alors entrer le Canada dans l'intimité du foyer. En communication politique, les symboles sont de première importance, mais ils se doivent d'être visibles sans que cela ne s'avère trop agressif. Les faiseurs d'images de Communication Canada ont donc choisi de faire du mot <sup>TM</sup>Canada (module de la signature visuelle des services gouvernementaux), un nouvel emblème national à exposer partout en lieu et place de l'unifolié. On le verra dorénavant, lumineux et surdimensionné, à l'intérieur de toutes les plages horaires des grands réseaux de télévision publique ou privée. La technique de l'exposition répétitive sera utilisée.

Le secteur privé fait également partie de l'offensive stratégique. Un des mandats du Conseil de l'unité canadienne visait justement à établir avec des grandes entreprises oeuvrant au Québec, un partenariat durable en matière de conditionnement identitaire, notamment via la publicité commerciale. Bombardier demeure toujours un acteur important sur ce plan.

## 7/Faire perdurer l'image que les Québécois sont historiquement des perdants

Dans toutes les communautés, les individus et les groupes ont une tendance naturelle à vouloir rejoindre le camp des vainqueurs. Seule une minorité, par courage ou pour des motifs bien particuliers, serait encline à prendre le parti des « losers » pour reprendre l'expression de l'ex-ministre libéral Pierre Pettigrew (se référant à René Lévesque et son mouvement). Quand on est « loser », non seulement n'est-on pas aux commandes, mais on est considéré comme incapable de faire face à une situation difficile ou à une crise sociale sans le soutien d'une autorité plus forte que soi. Ce déficit de capacité de la collectivité nationale peut, le cas échéant, mener jusqu'à une mise en tutelle par un plus fort. Démonstration en a été faite avec le recours à l'armée en 1970 (crise d'octobre) et en 1990 (crise d'Oka). L'adoption de la Loi C20 sur la « clarté » en 2000 doit être regardée comme une autre mise en tutelle, « appréhendée » celle-là, d'un gouvernement du Québec jugé inapte à représenter correctement la volonté de son peuple. Trois manœuvres politiques savamment menées. Elles visent essentiellement à mal faire paraître le Québec et à perpétuer dans l'imaginaire collectif que ce dernier n'a pas la force suffisante pour assurer la

protection de ses citoyens en cas de crise, ni le niveau de maturité politique suffisant pour déterminer son avenir.



Le Nouvelliste. 28 août 1990. (Bibliothèque nationale du Québec).

En 2009, les héros que le Canada s'apprête à proposer aux Québécois sont précisément ceux qui ont fait leur défaite il y a 250 ans. *The National Battlefield Commission/Commission des champs de bataille* est en effet à préparer un immense « show » à Québec, en continuité avec celui du 400<sup>e</sup> : les célébrations du 250<sup>e</sup> de la bataille des Plaines d'Abraham. Le projet est ambitieux et à la mesure des dividendes recherchés : «la plus imposante reconstitution du genre au pays» avec 2000 à 3000 figurants, parades militaires, etc. Il faut dire que le « legs fédéral » du 400<sup>e</sup> à l'anse Brown (centre d'interprétation de l'histoire militaire «canadienne» dédié à la montée de Wolfe sur les Plaines d'Abraham en 1759) constitue un prélude à ces célébrations. Tout comme d'ailleurs le Musée de la Marine canadienne, situé à deux kilomètres de là, qui nous enseigne que l'histoire des Québécois commence en 1759.

8/ Récupérer pour le compte de l'identité canadienne les relations que le Québec a développées avec la France depuis la révolution tranquille

Pour des raisons historiques évidentes, le Québec et la France partagent un grand nombre de lieux de mémoire qui leur sont communs. Interrompus jusqu'à 1855 (remontée du Saint-Laurent de *La Capricieuse*), les échanges vont devenir réguliers, puis se transformer en relations de coopération technique « privilégiées » entre États à partir des années 1960. Ces relations touchent non seulement à la culture mais à l'ensemble de la mission de l'État du Québec. On

peut considérer qu'elles sont un facteur important de valorisation de la nouvelle identité québécoise.

Le Canada a toujours regardé d'un œil carrément suspect toute relation que le Québec voudrait développer et entretenir à l'externe. Tous les gains réalisés par la diplomatie québécoise à ce chapitre l'ont été en dépit des obstacles que la diplomatie canadienne a posés sur sa route. Et l'étau se rétrécit toujours de plus en plus. Le lancement des célébrations du 400<sup>e</sup>, le 8 mai 2008 à La Rochelle, est illustratif des difficultés auxquelles le Québec fait maintenant face dans ses relations bilatérales avec la France, son partenaire privilégié. Le fédéral s'est alors attribué avec la France, l'exclusivité de l'ouverture des fêtes, le premier ministre du Québec refusant de jouer le second violon ne s'y présenta pas, son remplaçant, le ministre Philippe Couillard, subit l'insulte suprême de l'oubli et revint penaud.

Il faut savoir que depuis près d'une décennie, Ottawa a dépensé des millions pour s'assurer que les relations entre régions françaises et le Québec (Normandie et Perche principalement) se transforment graduellement en relations France-Canada. Il faut se souvenir de la déclaration de Gérard Bouchard, pressenti par le fédéral en 2001 pour participer à cette nouvelle opération de diplomatie canadienne : « l'idée était de peindre en rouge toute la symbolique des origines françaises des Québécois » (lire à ce sujet le Devoir du 14 juin 2001). Cette opération de récupération est particulièrement méprisante ; c'est la relation « de famille » qu'on veut maintenant atteindre et affaiblir. On est au début des années 2000, l'immobilisme règne en maître du côté du « gouvernement national du Québec » et il règne encore.



Rencontre privée en mai 2000, entre officiers de l'ambassade du Canada et représentants français à Tourouvre dans le Perche. Remarquer la bannière « Perche-Canada » au centre : un curieux hybride d'unifolié et de tricolore français, une pure manipulation « à la canadienne ».

**« Il faut que la France regarde au-delà du Québec »**

(Michaëlle Jean, La Rochelle, 8 mai 2008)

**« Il faut que vous sachiez, la France aime beaucoup le Canada »**

(Nicolas Sarkozy, La Rochelle, 8 mai 2008)

## 9/Dénigrer les idées et les personnes porteuses de valeurs nationales et identitaires

Pour expliquer en partie l'indifférence des Québécois ou leur acceptation tranquille d'un Canada faisant main basse de leur passé, il faut aussi se mettre dans le contexte du courant idéologique qui s'est insidieusement incrusté dans la grande région de Québec depuis plus de deux décennies. Dans cette capitale francophone, où les endroits les plus à la mode chez les jeunes sont le « *Monkey Bar* » et le « *Liquor Store* », la fierté du pays se porte en effet plutôt mal. Des faiseurs d'opinions s'acharnent depuis trop longtemps à intoxiquer de clichés démagogiques ce vaste territoire hertzien (Québec, Charlevoix, Portneuf, Chaudière-Appalaches). Le terreau était déjà relativement fertile au départ. De larges publics sont déjà acquis à un système de valeurs sociales et économiques de nature conservatrice et ce, en raison de facteurs historiques, bien sûr, mais aussi sociologiques tout à fait explicables. La croisade, s'est principalement déployée au moyen de ce très puissant médium de mobilisation de masse qu'est la radio. Quand le débat politique est évacué des médias, c'est en effet souvent la démagogie, l'insulte et l'invective qui vont prendre toute la place par l'entremise des gourous des ondes.

Selon l'analyse du sociologue et sondeur Michel Lemieux (*Le Soleil* du 26 décembre 2006), la clientèle du premier gourou, André Arthur (ex-attaché politique libéral), est relativement âgée, possède une faible scolarité ; à plus de 50 %, elle ne lit aucun média et se définit comme canadienne-française traditionnelle. Quant à la clientèle du second, Jeff Fillion, elle est plus jeune, plus présente sur le marché du travail, en réaction forte contre les *baby boomers* et l'État, anti-syndicaliste, anti-souverainiste et nettement pro-américaine.

Cette horde a été à l'origine de tirs nourris visant spécifiquement à miner la crédibilité de tous ceux et celles qui sont porteurs de savoirs, de modernité, d'ambition, de fierté et de démocratie. Dans un tel environnement idéologique, le culte de l'autorité, le culte du puissant et du gagnant, est érigé en véritable doctrine. Les politiciens d'obédience souverainiste sont les cibles de choix. On

s'attaquera aussi aux hérétiques du conservatisme et à tout ce qui gravite autour des valeurs nouvelles : protection de l'environnement, gestion du patrimoine, développement culturel, transport en commun, aménagement équilibré des espaces publics, bref sur tout ce qui incarne modernité et qui peut être constitutif du nouveau visage des nations.

Que cherche-t-on à faire émerger au juste par ce processus de désamour de soi, sinon un comportement politique davantage conditionné par des réflexes fédéralistes de droite et suffisamment forts pour mettre sur la défensive tous les politiciens locaux ou nationaux défenseurs des nouvelles valeurs du Québec. Le film Z de Costa-Gavras décrit assez bien, dans un contexte et un genre différents, l'utilité de ces petites mafias de « casseurs » de droite pour les régimes politiques en place. Le maire Jean-Paul L'Allier, président en 1995 de la Commission régionale sur l'avenir du Québec et membre de la Commission nationale, homme politique d'envergure et ayant toujours eu la force de ses convictions, a été sans aucun doute la cible privilégiée et l'homme à abattre tout au long de cette triste période. Il était un des architectes des célébrations du 400<sup>e</sup> de 1998 à 2005.

### **L'urgence de contrer ce pouvoir débilisant du désamour de soi sur notre présent et sur notre avenir**

Les années de la révolution tranquille ont donné aux Québécois un souffle extraordinairement porteur d'avenir : modernisation de « l'État » (c'est Jean Lesage qui emprunte le terme de Lionel Groulx), création de nouvelles institutions publiques, mise en œuvre de nouvelles politiques économiques, sociales, éducatives et culturelles. Ces réussites font encore la fierté et la prospérité du Québec d'aujourd'hui. L'ambition, l'amour retrouvé de soi, le rejet du réflexe de colonisé ont manifestement créé une impulsion sans précédent à notre peuple. Une nouvelle identité se forge rapidement, elle amène à penser en terme « collectif », elle crée une mystique nationale qui donne inévitablement naissance à un projet plus ambitieux, la souveraineté. Au cours de toute cette période de résurrection, la « mémoire » aura joué un rôle de premier plan. Comme le souligne avec justesse, notre spécialiste de la mémoire des peuples, Pierre Nora, elle a été l'expression d'une « conquête » et d'une « affirmation d'identité » (*ibid.*). Le repliement sur soi aura été transformé en ouverture sur le monde.

Quarante ans plus tard, force nous est de constater qu'en cette année hautement symbolique du 400<sup>e</sup> anniversaire de notre nation, l'élan n'y est plus. La situation dans laquelle nous ont plongés les dangereuses années de démission tranquille (1995-2008) est en total porte-à-faux par rapport à ces glorieuses années. Les Québécois semblent atteints d'un curieux syndrome de désamour qui porte au déclin de l'ambition. Tout débat est malvenu et dérangent. L'obsession qu'une « chicane » puisse résulter d'une discussion de fond sur notre avenir est omniprésente.

Que les sondages nous informent que plus de 97 % des Québécois ayant participé aux activités du 400<sup>e</sup> se disent « très satisfaits » du déroulement des fêtes du 400<sup>e</sup> doit plus inquiéter que conforter. Une nation qui refuse d'affirmer sa personnalité et qui, à la limite, en est rendue à éprouver une gêne de le faire, a-t-elle un avenir ? Alors que la devise du Québec s'appuie sur le devoir de mémoire, les Québécois de 2008 vont-ils fonder leur devenir sur le culte de l'oubli ?

Pour plusieurs, cette actuelle perte du « goût du Québec » et le recul du sens national qui l'accompagne seraient les conséquences assez directes de l'arrivée en force de nouvelles valeurs dominantes : le matérialisme et l'individualisme. Ces valeurs seraient elles-mêmes les résultantes directes du libéralisme outrancier qui a envahi nos vies depuis plus d'une décennie. Christian Combaz du *Cercle Jeune France* (25 septembre 2008), voit la chose autrement. «Le matérialisme ne chasse pas l'esprit et le sens de l'honneur, affirme-t-il, il prend plutôt leur place quand ces derniers ont perdu du terrain, il est une consolation pour les peuples qui ont perdu le feu sacré au sens propre». Par quelle stratégie les Québécois pourront-ils sortir de la torpeur dans laquelle ils semblent actuellement enfermés ? Comment sonner le réveil ? Comment faire émerger à nouveau ce feu sacré de la révolution tranquille ? Y a-t-il une autre voie que celle de nous rassembler à nouveau autour d'un projet collectif, un projet de maturité politique apte à nous donner une voix dans ce contexte nouveau de la mondialisation et de l'interdépendance des peuples ? Pour y arriver, il nous faut d'abord avoir le courage de déboucher les conduits qui obstruent notre mémoire collective, afin de puiser dans notre histoire commune l'inspiration qui nous fait si cruellement défaut.

**Générés par le génie génétique de l'Europe et de l'Amérique  
Inéluctablement, nous voguons vers le néant  
Mais allons-nous mourir en nains quand nous sommes nés géants ?  
Opaque, il faut qu'enfin notre épopée éclate  
C'est sans équivoque, cette Histoire est pleine et craque**  
*(Les Géants, Loco Locass)*

Pierre-Paul Sénéchal, MA science politique, ex-conseiller socio-économique au gouvernement du Québec. 24 novembre 2008.